

16-ST. VITH

Saint-Vith : place de marché, routes commerciales et ville ferroviaire

Saint-Vith était l'une des localités sur la Vennbahn qui profita particulièrement de cette ligne de chemin de fer. Longtemps avant, Saint-Vith était déjà une importante place de marché. C'est ici que se croisaient d'anciennes routes commerciales. La route romaine de Reims à Cologne croisait ici la route qui reliait les deux villes abbatiales de Prüm et de Malmedy. En tant que place de marché dotée d'un service de péage mentionné dès le XIIe siècle, Saint-Vith attirait notamment les commerçants. La situation géographique de cette ville, située entre la région lorraine et Trèves, d'une part, et les régions du Bas-Rhin ainsi que de la Basse-Meuse, d'autre part, a contribué à la faire connaître au-delà des limites locales. En 1887, Saint-Vith fut desservie par la Vennbahn qui allait d'Aix-la-Chapelle à Troisvierges (Ulflingen) au Luxembourg. En 1917, lorsqu'elle fut reliée à la ligne de chemin de fer Libramont–Bastogne–Gouvy, la ville de Saint-Vith devint un important carrefour ferroviaire.

Saint-Vith, carrefour ferroviaire sur la Vennbahn

En 1887, le raccordement au réseau ferroviaire a déclenché un essor florissant qui entraîna peu à peu la construction de bâtiments, le développement des transports et la création d'emplois. À cet âge d'or des chemins de fer, on disait qu'un Saint-Vithois sur deux travaillait aux Chemins de Fer. Les Chemins de Fer employaient plus de 1 000 personnes. En 1850, Saint-Vith comptait environ 1 100 habitants ; en 1917, cette petite ville était déjà peuplée de 2 740 personnes. Presque tous les métiers ferroviaires y étaient représentés : agent de circulation ferroviaire, chef de service, garde-barrière, agent de signalisation ferroviaire, chef de manœuvre, cantonniers, etc. Le dépôt de locomotives avec atelier de réparation occupait à lui seul 700 personnes. Après la construction de la deuxième voie et des tronçons pour convois militaires lors de la Première Guerre mondiale, 26 voies convergeaient à Saint-Vith. On chargeait et déchargeait jusqu'à 1 000 wagons tous les jours. Les jours de marché, on chargeait jusqu'à 100 wagons de bétail.

La Seconde Guerre mondiale - Le début de la Seconde Guerre mondiale : Saint-Vith réintègre le Reich

Alors que, pendant la Première Guerre mondiale, Saint-Vith était encore une ville ferroviaire très active, il n'en restait plus que des ruines à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Seconde Guerre mondiale avait commencé par l'invasion des troupes d'Hitler par l'Est de la Belgique le 10 mai 1940. Les territoires d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith réintégrèrent le Reich allemand en vertu d'un décret officiel du Führer du 18 mai 1940. Dans un témoignage historique publié par le musée ZVS (Geschichts- und Museumsverein „Zwischen Venn und Schneifel“), Johanna Gallo-Schmitz, née en 1936, décrit tout ce qui changea à compter de cette date : « Le matin et à la fin des cours, il fallait se tenir droit et faire le salut nazi, la main levée et à haute voix. [...] Au lieu des belles mélodies du terroir, on entendait partout des chants nazis où il n'était question que du dernier salut, du pas de marche, de la bravoure et de l'héroïsme, et nous les chantions fièrement. À l'école, on enleva le crucifix pour le remplacer par un portrait d'Hitler. Les plus petits et les enfants faibles devaient apporter une cuiller pour prendre tous les jours, à la récréation, de l'huile de foie de morue pour devenir grands et forts. »

Le début de la fin de la Seconde Guerre mondiale à Saint-Vith : les Belges des cantons de l'Est désertent la Wehrmacht

Il y avait aussi des Saint-Vithois parmi les milliers de Belges des cantons de l'Est qui furent réquisitionnés par la Wehrmacht et dont une partie perdit la vie sur les champs de bataille d'Europe. Certains désertèrent et se cachèrent sur l'ancien territoire belge. Les déserteurs qui se faisaient attraper étaient abattus conformément au règlement militaire et les membres de leur famille étaient exposés à des représailles. Mais à la fin de 1942 et au début de 1943, lorsque la défaite de Stalingrad entraîna un revirement de la situation, les soldats de la région de Saint-Vith se rendirent compte de l'inéptie des plans d'Hitler. Au terme de leur congé, ils ne retournèrent pas au front. Mais il leur

fallait un endroit sûr pour se cacher chez des membres de la famille et des connaissances. À Saint-Vith, les premiers conflits eurent lieu le 9 août 1944. L'église et la grande gare furent détruites à deux reprises. Le 4 septembre, la ville fut évacuée. Les habitants quittèrent la ville en emportant ce qu'il leur restait, ainsi qu'un peu de bétail, en direction de l'Allemagne. Mais certains refusaient d'obéir à l'ordre d'évacuation et attendaient l'arrivée des Américains. À la mi-septembre, les troupes américaines prirent Saint-Vith sans résistance et l'administration civile belge fut réinstallée.

Saint-Vith pendant l'offensive des Ardennes : le Stalingrad de l'Ouest

L'offensive des Ardennes, la dernière grande offensive militaire de la Wehrmacht au cours de la Seconde Guerre mondiale, commença par le bombardement des villages dans l'Est de la Belgique. L'objectif stratégique de l'attaque allemande était Anvers afin d'empêcher l'arrivée de renforts pour les troupes des alliées. D'abord surpris, les Américains réussirent à perturber considérablement la progression des Allemands et à faire échouer l'offensive. Le temps d'abord maussade empêcha les missions des forces aériennes alliées. Mais le ciel s'éclaircit avant Noël, et les bombardements commencèrent. Saint-Vith était la première cible. Les deux jours de Noël 1944 furent les plus sombres de l'histoire de la ville. 153 habitants et plus de 1 000 soldats furent tués. Presque 600 bâtiments, soit plus de 90 % des constructions, furent démolis ou gravement endommagés. 20 ans après la fin de la guerre, Anna Krings, qui publie des articles dans la revue mensuelle du musée ZVS (Geschichts- und Museumsvereins „Zwischen Venn und Scheifel“), raconte qu'elle fut surprise par le bombardement alors qu'elle venait de s'accoucher de sa fille, née le jour de Noël, et qu'elle a réussi à échapper aux flammes un jour plus tard avec le bébé dans les bras. Toute la nuit, elle a marché pour rejoindre son domicile à Hünningen, car elle devait contourner Saint-Vith qui brûlait. De nombreux cadavres n'ont pu être retrouvés qu'au printemps, après la fonte des neiges. Aujourd'hui, on appelle Saint-Vith le « Stalingrad de l'Ouest ». Klaus-Dieter Klauser estime que la bataille de Saint-Vith a largement influencé l'issue de la bataille des Ardennes. En effet, les troupes allemandes avaient été empêchées d'avancer pendant quatre jours décisifs, de sorte que leurs plans furent bouleversés et finirent par échouer. Pour bon nombre d'experts, la bataille de Saint-Vith a été plus déterminante que celle de Bastogne.

Renaissance après l'enfer

Aujourd'hui, à Saint-Vith, quelques plaques apposées le long d'un circuit historique donnent un aperçu de cette époque de misère extrême. En 1947, on entreprit de reconstruire Saint-Vith. Douze ans plus tard, les cloches de l'église reconstruite sonnaient. La tour Büchel, qui se dresse à Saint-Vith depuis le XIV^e siècle, symbolise la renaissance après les catastrophes. Cette tour a défié l'enfer des bombes en grappe et des bombes à fragmentation lancées lors de l'offensive des Ardennes. Elle a néanmoins été touchée une fois, une famille de sept personnes et quelques soldats qui s'y étaient réfugiés y perdirent la vie. On ne les a découverts qu'au printemps 1945. Sur son site web, la ville rappelle qu'à Saint-Vith les gens ont plus qu'ailleurs besoin d'une patrie intacte « pour veiller avec la sensibilité nécessaire à l'intégrité des anciennes valeurs de la vie rurale, de la langue allemande et de la culture autochtone. »

La Communauté germanophone - Saint-Vith, l'une des deux villes de la Communauté germanophone

Neuf communes de l'Est de la Belgique constituent la Communauté germanophone. Cette communauté est la plus petite des trois communautés politiques du Royaume. Elle tire son origine de la législation linguistique des années 1960. Le 15 novembre de chaque année, on fête le « Jour de la Communauté germanophone ». Aujourd'hui, la Communauté germanophone de Belgique couvre une superficie de 854 km² et compte 75 000 habitants, dont près de 19 000 habitent à Eupen, siège administratif de la communauté, et plus de 9 000 à Saint-Vith, deuxième grande ville de la communauté, et ses environs.

Divers régimes jusqu'à l'administration provisoire de 1925

Au cours de l'histoire, le territoire actuel de la Communauté germanophone releva de différents régimes et fit partie de divers territoires. Jusqu'au XII^e siècle, la partie nord (pays d'Eupen) fit partie du duché de Limbourg, puis du Brabant. La partie sud (pays de Saint-Vith) faisait partie du duché de Luxembourg depuis cette époque. Ces deux territoires, séparés par les Hautes Fagnes, passèrent aux mains des Habsbourg d'Espagne en 1555, puis aux mains des Habsbourg d'Autriche en 1713. De 1794 à 1815, ils firent partie du département français de l'Ourthe. Suite au congrès de Vienne de 1815, ils devinrent prussiens, et l'allemand devint la langue officielle. Lors de la fondation du Reich en 1871, ces territoires furent repris par le Reich allemand en tant que partie de la Prusse. En 1920, suite au traité de paix de Versailles, les arrondissements d'Eupen et de Malmedy furent cédés à la Belgique en tant que cantons de l'Est. Les habitants changèrent d'État sans qu'on leur ait demandé leur avis. La Société des Nations obligea la Belgique à organiser un référendum sur ses nouveaux territoires. Mais, au lieu de ce référendum, l'administration belge organisa une consultation populaire qui entra dans l'histoire sous le nom de « petite farce belge ». Seuls 271 électeurs sur un total de 34 000 s'étaient prononcés contre le rattachement à la Belgique. Selon Klaus-Dieter Klauser du musée ZVS (Geschichts- und Museumsverein „Zwischen Venn und Schneifel“), ce faible taux de participation s'explique, d'une part, par le fait que les registres ad hoc ne se trouvaient qu'à Eupen et à Malmedy. Pour la population agricole, voter aurait, d'autre part, impliqué un déplacement d'une journée. Il estime qu'une grande partie de la population se désintéressait de la politique et craignait de se voir confrontée un jour à des sanctions ou, dans le pire des cas, à l'expulsion. Après le régime transitoire du lieutenant-général Baltia, l'ambiance fut de nouveau moins tendue à partir de 1925.

L'annexion de la Belgique à l'Allemagne nazie

Les premières élections libres eurent lieu en 1925. Aux élections suivantes, en 1929, le gouvernement belge reçut une douche froide : plus de 75 % des habitants des trois cantons avaient voté pour des partis révisionnistes, c'est-à-dire des partis qui demandaient la répétition du référendum. Un grand nombre d'habitants se sentaient délaissés par la politique de Bruxelles. En 1926, on voulut même restituer les cantons de l'Est à l'Allemagne contre paiement de 200 millions de reichsmarks. Mais les Français vinrent perturber ces plans. Dans les années 1920, les tendances nationalistes s'affirmèrent de part et d'autre de la frontière. Dès la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, en 1933, les nazis tentèrent de plus en plus d'encourager les organisations et associations qui militaient en faveur de l'idéologie allemande. Mais les résultats de ces efforts furent médiocres, dans un premier temps. Les nazis reprochaient aux Allemands de Belgique de ne pas parvenir à se détacher du catholicisme. En 1936, le Gauleiter de Cologne, Josef Grohé, renforça les manipulations indirectes : un groupe ethnique doit être dirigé non pas selon la méthode de base allemande, mais selon la « méthode nationale-socialiste » afin de ne pas perdre son « attachement intérieur au Reich ». Les habitants d'Eupen-Malmedy n'ont eu le statut de citoyens du Troisième Reich qu'à partir du 18 mai 1940. Les organisations nazies développaient leurs structures et bénéficiaient d'une sympathie croissante. Après l'invasion allemande en Belgique, le territoire fut annexé le 18 mai 1940 sans protestation du gouvernement belge. Mais on se ravisa à mesure que la brutalité du régime nazi apparaissait et lorsqu'on ramena les premiers soldats tués. Quelque 8 800 hommes des cantons de l'Est furent enrôlés par la Wehrmacht pour la Seconde Guerre mondiale. Plus de 3 200 d'entre eux ne revinrent jamais.

Après la Seconde Guerre mondiale : « purification » des cantons de l'Est

Tout au long de la guerre, le pays annexé avait accumulé la haine. Après 1945, cette haine se focalisa sur tout ce qui rappelait l'occupant. Les résistants de l'« Armée blanche », les véritables patriotes, mais aussi des personnes douteuses suivaient les soldats américains, pillaient et faisaient des prisonniers presque sans distinction. La dénazification avait commencé en été 1945 et prenait une tournure hystérique. En effet, n'importe quel citoyen germanophone était en principe suspect. Le procureur militaire compétent pour les cantons de l'Est, Pierre Koumoth, rappelait que les habitants des deux cantons étaient « effectivement Allemands ». Vingt ans de politique belge n'avaient rien pu y changer. En ce qui concerne les coupables de collaboration avec les nazis, ils devraient être jugés

et, le cas échéant, condamnés comme tous les autres citoyens de la Belgique occupée. Selon l'historien Carlo Lejeune, « il va de soi que ceci était absurde, puisque les citoyens des cantons de l'Est qui avaient "réintégré le Reich", avaient vécu en tant qu'"Allemands du Reich", à la différence de ceux de la Belgique occupée. Mais l'atmosphère électrisée d'après-guerre ne laissait pas d'autre choix politique. » Le bilan final fut amer pour les cantons de l'Est : un dossier judiciaire fut ouvert pour un habitant sur deux ; un sur six fut emprisonné ; une procédure fut ouverte contre un sur douze ; un électeur sur deux fut exclu des élections d'après-guerre en 1946 ; un sur treize fut déchu de sa nationalité et expulsé vers l'Allemagne. Il fallut attendre longtemps avant qu'un travail de réflexion soit effectué sur la complexité des questions de culpabilité pendant ces années. On prônait la politique de l'unité nationale. Carlo Lejeune précise qu'un bon Belge était désormais celui qui s'engageait sans réserve en faveur de « la mère-patrie, Belgique éternelle » et renonçait à la langue et à la culture allemandes. Pour les habitants des cantons de l'Est, l'amertume et l'indifférence politique s'amplifièrent.

Amélioration des relations dans la région frontalière en 1956 après des années de froid glacial

Entre 1945 et 1956, les cantons de l'Est se distancèrent de l'Allemagne. On était tenu de tourner son regard vers l'intérieur de la Belgique plutôt que vers la frontière. Les formalités nécessaires pour passer la frontière vers l'Allemagne avaient été considérablement alourdies. Il fallait un laissez-passer délivré par le commissaire d'arrondissement. Seuls les contrebandiers trouvaient presque toujours un moyen de passer la frontière. En 1956, la politique dans la zone frontalière belgo-allemande entra dans une phase d'assouplissement. L'Allemagne était devenue la République fédérale d'Allemagne. Les anciens antagonistes de guerre redéfinirent leurs relations, une Convention de voisinage fut conclue. Cette Convention déclarait également la nullité, en droit international, de l'annexion d'Eupen-Malmedy par l'Allemagne hitlérienne en 1940. Les deux pays décidèrent également d'une rectification des limites frontalières, du paiement d'indemnités de guerre et d'un accord culturel.

Un long chemin jusqu'à l'autodétermination de la Communauté germanophone

En 1963, des lois linguistiques fixèrent les frontières linguistiques entre les communautés ainsi que l'emploi des langues dans l'enseignement et l'administration. La langue allemande fut officiellement reconnue comme troisième langue du pays. Le principe de l'unilinguisme dans les cantons de l'Est fut ancré dans la loi. On spécifia les communes, au nombre de 25 à cette époque, dans lesquelles l'allemand serait la langue administrative officielle. La Belgique reconnaissait ainsi officiellement une région germanophone. Suite à la législation linguistique, les trois communautés linguistiques de Belgique furent déterminées en 1970. Le Conseil de la communauté culturelle allemande (RdK) fut mis en place en 1973 et rebaptisé « Parlement de la Communauté germanophone » (PDG) en 2004. Cette institution compte 25 membres ; son siège est à Eupen. Elle élit un organe exécutif, un gouvernement composé de quatre ministres. Suite à la fusion des communes en 1976, la Communauté germanophone est aujourd'hui composée de neuf communes. Elle a été ancrée dans la loi le 22 décembre 1983. Les habitants de la Communauté germanophone sont fiers de leur autonomie. De temps à autre, ils vont, non sans un clin d'œil, jusqu'à se qualifier eux-mêmes de « minorité la mieux protégée d'Europe ».

Les petites différences entre le nord et le sud de la Communauté germanophone séparés par les Hautes Fagnes

Selon Klaus-Dieter Klauser du musée ZVS (Geschichts- und Museumsverein „Zwischen Venn und Schneifel“) de Saint-Vith, la Communauté germanophone est en fait une construction artificielle. En effet, les Hautes Fagnes ont séparé pendant des centaines d'années la partie nord avec Eupen et la partie sud où se trouve Saint-Vith. C'est la construction de la route des Fagnes (Vennstraße), au milieu du XIXe siècle, qui a permis de relier ces deux régions. Aujourd'hui, des bus rapides (Vennliner) assurent la liaison entre elles. Entre ces deux régions se trouvent Malmedy et Waimes (en allemand : Weismes) qui font partie de la Communauté francophone de Belgique. En raison de leur passé politique commun, les villes de Malmedy, de Waimes et les neuf communes germanophones sont souvent appelées « Est de la Belgique », « cantons de l'Est » ou Eupen-Malmedy. Ceux qui ne sont

pas de la région doivent être particulièrement attentifs pour discerner les différences visibles et audibles entre la région d'Eupen dans le nord et la région de Saint-Vith dans le sud. Dans la région d'Eupen, on parle un dialecte du Bas-Rhin et, dans celle de Saint-Vith, le francique mosellan. Mais elles ont l'allemand standard en commun. L'économie de Saint-Vith se distingue par un paysage de petites entreprises (petits agriculteurs, petits métiers, tanneurs, etc.). À Eupen, les grandes exploitations agricoles et l'industrie textile sont prédominantes. Eupen et Saint-Vith sont également des villes administratives qui offrent toutes les formes d'enseignement scolaire pour les villages avoisinants. Les habitants du sud sont attirés depuis longtemps par le Luxembourg.

Les germanophones ne s'immiscent pas dans les querelles entre Flamands et Wallons

Selon l'historien Carlo Lejeune, les habitants de la Communauté germanophone de Belgique ont fini par trouver leur place après les atrocités et les catastrophes du XXe siècle. Ils doivent toutefois coopérer avec la Wallonie. En effet, la Région wallonne est compétente pour l'économie, l'agriculture et l'infrastructure des cantons de l'Est. Mais que se passerait-il si la Belgique venait à se scinder ? Il n'est en tout cas pas question d'adhérer à l'Allemagne en tant que 17e Land. Pour Carlo Lejeune, la place des germanophones sera où elle a toujours été : entre deux chaises !